



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP
Open Budgets. Transform Lives.

Bulletin d'information électronique

MARS-AVRIL 2011 n° 59

Succès et défis de la transparence budgétaire

L'Indice de transparence budgétaire (Open Budget Index, OBI) améliore considérablement la transparence budgétaire dans le monde par Vivek Ramkumar, International Budget Partnership

Remise en question des Réformes de transparence de l'UE: un secret d'État par Helen Darbishire et Pamela Bartlett Quintanilla, Access Info Europe

Efforts des organisations de la société civile (OSC) pour accroître la participation du public et améliorer l'exécution du budget et l'information

Publication du Budget alternatif des citoyens du Kenya par Irene Kinuthia, Institute of Economic Affairs

Renforcement de la responsabilisation sociale en Afrique du Sud par Jay Kruuse, The Public Service Accountability Monitor
Suivi des dépenses publiques sociales en Argentine par Gisell Cogliandro, Siena Foundation

Les outils de communication peuvent promouvoir de meilleures pratiques de gouvernance

Plan d'action pour le suivi des engagements du gouvernement à réduire la mortalité maternelle et améliorer l'accès aux services de santé reproductive

En avril 2011, l'International Budget Partnership (IBP) et le Comité de réflexion sur la santé maternelle (Maternal Health Task Force, MHTF) ont organisé une conférence de deux jours à New York pour discuter des stratégies de suivi des budgets de santé maternelle aux pays dont le taux de mortalité maternelle est élevé (pays les plus touchés). La réunion a rassemblé des représentants de la communauté internationale de la santé maternelle, y compris Women Deliver, Family Care International, White Ribbon Alliance, Engender Health et le programme Averting Maternal Death and Disability de Columbia University, et des représentants des organisations de la société civile (OSC) de l'Indonésie, du Nigeria et de la Tanzanie qui ont participé à l'initiative [Demande à ton gouvernement ! 2010 de l'IBP](#). L'objectif de la réunion était d'élaborer un plan d'action pour suivre les engagements du gouvernement envers la Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants des Nations Unies, également connue sous le nom de campagne [Chaque femme, chaque enfant](#). L'accent a été mis sur les pays les plus touchés qui avaient pris des engagements clairs en matière d'activités de suivi budgétaire.

La Stratégie mondiale a été lancée en septembre 2010 par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, afin d'améliorer la santé des femmes et des enfants, en y consacrant environ 40 milliards de dollars sur une période de cinq ans. Quarante-neuf chefs d'État des pays les plus pauvres du monde se sont engagés à accorder une attention particulière à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement 4 et 5, qui appellent à réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (Objectif 4), réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle (Objectif 5a) et rendre l'accès à la médecine reproductive universel (Objectif 5b). Selon la Stratégie mondiale, la réalisation des Objectifs 4 et 5 permettrait de sauver des millions de vies d'ici 2015.

L'IBP et le MHTF reconnaissent que la santé maternelle et infantile est longtemps restée « une zone de non-responsabilisation ». Par conséquent, les OSC ont, dans ce secteur, une formidable opportunité de surveiller les activités des gouvernements et de les obliger à rendre des comptes. Les gouvernements doivent respecter leurs engagements pour améliorer l'accès aux services de santé et accroître leurs budgets de santé. L'IBP et ses partenaires s'efforceront de permettre aux OSC des pays les plus touchés d'effectuer le suivi et l'analyse budgétaires pour s'assurer que la Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants atteigne ses objectifs.

Consultez le site Web de l'IBP pour en savoir plus :
<http://www.internationalbudget.org>.

CitiVox: une plate-forme de communication pour accroître la participation des citoyens aux décisions publiques par Jorge Soto, CitiVox

Les lignes téléphoniques publiques améliorent les programmes de subventions en espèces dans les pays en développement par Chris Gruenberg, expert de l'équité des sexes

Nouvelles ressources utiles

Nouveau site web de l'Initiative pour la transparence et la responsabilisation: une collaboration de donateurs par Martin Tisé, Initiative pour la transparence et la responsabilisation

Nouvelle édition de l'Atlas de la défense budgétaire pour l'Amérique latine par Gonzalo Serra, Latin American Security and Defense Network

Le Manuel de surveillance du financement des campagnes électorales de la Lebanese Transparency Association fournit des outils aux électeurs pour garantir l'intégrité des élections par Daniel Wessler, International Budget Partnership

Les parlements et le budget: cours d'apprentissage en ligne de la Banque mondiale

In Memoriam

En souvenir de Dr Rafua Hassan Alsharki

L'Indice de transparence budgétaire (Open Budget Index, OBI) améliore considérablement la transparence budgétaire dans le monde par Vivek Ramkumar, International Budget Partnership

Depuis la publication de l'[Enquête sur la transparence budgétaire](#) de l'International Budget Partnership (IBP) au mois d'octobre 2010, nous observons que les gouvernements et les donateurs continuent de réagir aux constatations et recommandations de l'enquête.

Les informations suivantes sont une mise à jour des réponses et des réactions à l'Enquête sur la transparence budgétaire 2010 et laissent entrevoir les prochaines étapes que l'IBP va entreprendre dans le cadre de ses efforts incessants visant à faire pression en faveur d'une plus grande transparence, participation et responsabilisation budgétaires.

Les gouvernements prêtent une plus grande attention aux résultats de l'OBI et prennent des mesures d'amélioration

En plus de [sa vaste couverture médiatique](#), l'Enquête 2010 a bénéficié d'une attention nettement plus grande qu'auparavant de la part des gouvernements nationaux, comme en témoigne le nombre de gouvernements neuf fois plus élevé qui ont commenté sur les résultats provisoires de leurs pays (45 gouvernements en 2010, en comparaison avec cinq en 2008). Par ailleurs, plus de 20 gouvernements ont assisté à des événements organisés dans le cadre de la publication de l'Enquête 2010 et, à cette occasion, de nombreux gouvernements ont pris des engagements spécifiques pour améliorer la transparence budgétaire dans leurs pays.

Un plus grand nombre de gouvernements publient les Budgets des citoyens

L'IBP est le chef de file du plaidoyer en faveur des Budgets des citoyens, versions largement accessibles et non techniques des rapports budgétaires, depuis plus d'une décennie, et la publication récente de ces documents par les gouvernements du [Brésil](#), d'[Égypte](#), du [Guatemala](#), du [Liban](#), du [Mali](#) et du [Mexique](#) est particulièrement encourageante.

En plus des gouvernements du [Botswana](#) et du Kazakhstan, les gouvernements d'Afghanistan, d'Honduras et de la Thaïlande ont également indiqué qu'ils envisageaient de publier ces rapports, et certains d'entre eux ont fait savoir qu'ils seraient intéressés de recevoir de l'aide de la part de l'IBP ou de ses partenaires.

Quelques gouvernements ont commencé à publier des rapports budgétaires clés pour la première fois

Le rapport de l'Enquête sur la transparence budgétaire 2010 recommande que « [l]es pays rendent publics les huit documents budgétaires clés qu'ils produisent déjà. » Récemment, cette mesure a été adoptée par les gouvernements suivants: l'Afghanistan (a publié un [État pré-budgétaire et la Proposition du budget d'exécution](#)); la République démocratique du Congo (a publié la [Proposition du budget d'exécution](#) et un calendrier budgétaire); et la Géorgie (l'institution suprême d'audit a publié un [rapport](#) sur diverses violations commises par des entités gouvernementales identifiées lors d'audits et une présentation générale des actions entreprises pour traiter ces problèmes).

L'OBI est davantage utilisé par les donateurs

Plusieurs donateurs bilatéraux et multilatéraux utilisent désormais l'OBI comme une mesure clé de la transparence budgétaire dans les pays auxquels ils apportent une aide, et certains l'ont même utilisé pour orienter leurs stratégies d'assistance nationales.

- La Banque mondiale inclut l'OBI en tant que mesure dans ses [Indicateurs mondiaux de la gouvernance](#) sur l'écoute et la fiabilité.
- L'Open Government Partnership, coprésidé par les gouvernements américains et brésiliens, a décidé d'utiliser les résultats de l'OBI comme l'un des critères permettant d'évaluer si des pays individuels seront éligibles pour participer à son initiative destinée à accroître la transparence des systèmes de gouvernance à l'échelle mondiale.
- La Banque interaméricaine de développement a indiqué dans sa [stratégie d'aide aux pays](#) pour El Salvador que les notations de l'OBI que ce pays obtiendra constitueront l'une des mesures de sa performance.
- La Millennium Challenge Corporation du gouvernement américain utilisera les notations de l'OBI attribuées au Honduras comme l'un des critères d'évaluation de l'éligibilité de ce pays relativement à des aides futures.
- L'Ukaid s'est largement inspiré des recommandations de l'OBI lors de l'élaboration de son rapport technique sur sa nouvelle stratégie qui fournit des lignes directrices pour l'octroi d'une aide budgétaire directe aux pays.

En plus des utilisations susmentionnées, le Department de l'Etat aux Etats Unis, la Banque africaine de développement et UKaid se réfèrent à l'OBI pour informer leurs stratégies en matière d'aide ou pour évaluer la conformité avec leurs exigences pour recevoir de l'aide.

Les gouvernements font bon usage des informations de l'OBI pour élaborer des projets de loi et de politique en faveur d'une plus grande transparence et d'une plus grande participation du public dans le cadre de la budgétisation.

L'IBP et ses partenaires de la société civile ont commencé à recevoir des demandes de la part de certains gouvernements qui souhaitent s'informer sur la manière d'élaborer des mesures législatives et des stratégies permettant d'accroître la transparence budgétaire et de renforcer la participation du public.

- En République démocratique du Congo (RDC), le partenaire de l'IBP, Réseau des Organisations Partenaires de l'IFES, a fourni de nombreux commentaires au gouvernement avant que ce dernier ne publie son récent [rapport](#) sur la réforme de la gestion des finances publiques.
- Le ministère des Finances afghan a inclus des « améliorations en matière de transparence » à titre de l'un de ses principaux engagements dans sa nouvelle Feuille de route de la gestion des finances publiques et, après avoir participé à une conférence de l'OBI qui s'est tenue en novembre 2010, le ministre adjoint se tiendrait au courant des progrès réalisés dans ce domaine.
- Le gouvernement slovaque a informé le partenaire de l'IBP, MESA 10, qu'il a l'intention de prendre en compte les recommandations de l'OBI 2010 tandis qu'il développe de nouvelles mesures législatives sur la transparence budgétaire et la responsabilité fiscale.

Il reste cependant beaucoup à faire...

Comme il est indiqué dans le rapport de l'Enquête sur la transparence budgétaire 2010, la situation générale concernant la transparence budgétaire demeure tout à fait insatisfaisante. L'enquête fait également remarquer que les efforts déployés par les législatures et les institutions suprêmes d'audit pour assurer une supervision budgétaire efficace sont souvent contrariés par la branche exécutive.

En l'absence d'institutions de supervision efficaces et de la participation du public, l'accès aux informations est souvent une condition inadéquate pour promouvoir la responsabilisation et de meilleurs résultats en matière de budgétisation dans un pays. L'IBP reconnaît que son plaidoyer en faveur de la transparence budgétaire ne produira pas de meilleurs résultats, à moins que les organisations locales et les individus ne commencent à utiliser des données budgétaires pour obliger les gouvernements à rendre des comptes. Reconnaisant l'importance de cet aspect, l'[Initiative partenariale](#) de l'IBP apporte actuellement son soutien à un vaste éventail d'organisations de la société civile dans 18 pays, leur fournissant une aide financière et de mentorat pour développer et maintenir leur capacité à surveiller les budgets gouvernementaux dans leurs pays. L'IBP a publié un certain nombre d'[études de cas](#) sur les succès réalisés par ces organisations.

L'IBP se propose d'appuyer un travail de plaidoyer plus intense au niveau des pays, particulièrement dans la sous-catégorie des 41 pays qui se situent au niveau le plus bas de l'OBI 2010. En outre, l'IBP collabore étroitement avec ses collègues de l'Ash Institute à Harvard University pour mieux comprendre les mécanismes moteurs des pratiques de transparence budgétaire et examiner les résultats liés à des systèmes plus transparents, par le biais d'études de cas en profondeur menés dans 10 pays. Chaque étude de cas identifiera les facteurs qui auront abouti à des améliorations, ou les lacunes à cet égard, en matière de transparence budgétaire. Cette recherche nous aidera à comprendre les tendances identifiées dans les trois séquences de l'Enquête sur la transparence budgétaire.

Pour en savoir plus, veuillez contacter Vivek Ramkumar à ramkumar@cbpp.org.

Remise en question des Réformes de transparence de l'UE: un secret d'État par Helen Darbshire et Pamela Bartlett Quintanilla, Access Info Europe

Le groupe qui mène un plaidoyer en faveur de la transparence et des droits de l'homme, [Access Info Europe](#), a récemment publié un rapport intitulé « [Réformes de transparence de l'UE : un secret d'État](#) », qui soulève de sérieuses préoccupations sur l'accès aux données

des dépenses publiques en Europe. Ce rapport récapitule les victoires remportées par la société civile pour rendre accessibles les processus décisionnaires de l'Union européenne (UE), y compris une victoire juridique significative en faveur des droits de participation du public en mars, et identifie les domaines dans lesquels il convient de continuer à œuvrer.

Le 22 mars 2011, le Tribunal basé au Luxembourg (qui est la première instance de la Cour de justice de l'Union européenne) a rendu son verdict dans une affaire présentée par Access Info Europe ([Access Info Europe vs Conseil de l'Union européenne, affaire T-233/09](#)), remettant en question la suppression des noms des pays sur les documents des projets de loi par l'Union européenne. Répondant au défi lancé par les groupes de la société civile pour éliminer les négociations à huis clos qui se déroulent à Bruxelles entre les 27 États membres de l'UE, le Tribunal a clairement indiqué que, pour pouvoir exercer leurs droits démocratiques, les citoyens doivent avoir accès aux informations et opportunités publiques leur permettant de participer pleinement aux prises de décision à caractère public.

Par une ironie du sort, les documents en question dans cette affaire concernaient les propres règles de transparence de l'UE. Access Info Europe craignait que la dissimulation des identités des pays pro-transparence et des pays anti-transparence mette le public dans l'impossibilité de participer au débat sur la manière d'assurer la transparence dans l'UE.

Le Tribunal est convenu qu'une telle opacité était illégitime et a décidé que l'UE avait tort de refuser de communiquer les noms des pays, en confirmant que le public doit « avoir accès à toutes les informations pertinentes » pour être en mesure de suivre le processus décisionnaire.

Refus nationaux et fuites de documents

La décision du Tribunal est survenue au cours de la même semaine que celle pendant laquelle Access Info Europe a publié son rapport présentant les difficultés rencontrées par les initiatives UE pour accroître la transparence. Ce rapport a été en partie basé sur les réactions des gouvernements des pays de l'UE à la demande d'obtention d'informations sur leurs positions concernant les pratiques de transparence dans l'UE. Bien qu'Access Info Europe ait sollicité des informations auprès des 27 pays de l'UE, en renouvelant ses demandes sur une période de près d'un an, seuls 11 pays ont transmis les informations souhaitées. Les 16 autres pays ont refusé ou négligé de fournir des informations.

Informations reçues		Aucune information reçue		
Publication partielle de documents	Position (et autres informations minimales)	S'adresser à l'UE	Refus de communiquer des informations	Aucune réponse
Danemark Finlande Suède Lithuanie Pays-Bas	Autriche Estonie Lettonie Malte Pologne Royaume-Uni	Grèce Hongrie Roumanie Slovaquie Luxembourg Irlande	Belgique République tchèque France Allemagne Slovénie Espagne	Bulgarie Chypre Italie Portugal
Total : 5 pays	Total : 6 pays	Total : 6 pays	Total : 6 pays	Total : 4 pays

Le fait que certains pays aient indiqué de s'adresser à l'UE illustre certaines des difficultés auxquelles se heurtent les demandeurs d'informations, étant donné que leurs demandes peuvent être ballottées sans fin dans le cadre de la dichotomie entre niveau national et niveau supranational. Ce rapport a révélé que la plupart des pays qui ont refusé de fournir des informations quant à leurs positions sur les pratiques de transparence dans l'UE étaient influencés par une culture qui prône le secret à Bruxelles. La décision du Tribunal devrait permettre de traiter ces problèmes.

Refus de communiquer les données de dépenses

Pour les activistes de la transparence budgétaire, d'autres nouvelles émanant de la Cour de justice (au niveau de la deuxième instance) ne sont pas toutes positives. Le 9 novembre 2011, la Cour a décidé que la publication de données détaillées sur les bénéficiaires des subventions agricoles européennes serait susceptible de violer les lois sur le respect de la vie privée et la protection des données. Le jugement a entraîné la suppression de 80 % des informations sur les subventions qui figuraient en ligne, bien que 55 milliards EUR en subventions agricoles annuelles bénéficient à des fermiers qui agissent en tant qu'entités commerciales.

Certains pays, comme la Finlande et la République tchèque, ont réagi à cette décision en supprimant les données de dépenses détaillées d'Internet; d'autres, comme le Danemark et la Suède, ont décidé de continuer à publier lesdites informations, en précisant que la décision n'affecte pas l'accès national aux lois sur l'information. Cette affaire soulève une importante question, à savoir que les droits sur le respect de la vie privée risque de porter préjudice à la transparence dans l'UE, réduisant ainsi la transparence pour les autres dépenses de l'UE, et non pas seulement pour les subventions agricoles, au niveau national et au niveau supranational. Les activistes de la transparence élaborent actuellement une stratégie sur la manière d'utiliser l'accès national aux lois sur l'information et le plaider en faveur des politiques au niveau de l'UE pour contester la décision de la Cour de justice.

Il est clair que l'UE est maintenant un champ de bataille pour les efforts visant à définir des normes mondiales en matière de transparence budgétaire, qui affectent directement le niveau de responsabilisation et de participation publique aux prises de décision. Ces développements devraient retenir l'intérêt et susciter l'inquiétude, non seulement des 500 millions d'individus qui vivent dans l'UE, mais également des activistes des gouvernements transparents, à l'échelle mondiale. Les normes de transparence provenant de Bruxelles et du Luxembourg contribueront sans aucun doute à façonner les normes mondiales qui seront créées à l'avenir.

Pour en savoir plus, veuillez contacter Helen Darbishire à helen@access-info.org ou Pamela Bartlett Quintanilla à pam@access-info.org.

Publication du Budget alternatif des citoyens du Kenya 2010-11 par Irene Kinuthia, Institut des affaires économiques

Un moyen dont disposent les organisations de la société civile pour influencer les décisions gouvernementales et contribuer à développer des alternatives substantielles à la politique gouvernementale consiste à émettre un budget alternatif. Les budgets alternatifs fournissent également aux citoyens une filière complémentaire de participation au processus budgétaire. Au fil des années, un certain nombre de propositions figurant dans les budgets alternatifs produits par l'Institute of Economic Affairs (IEA), basé à Nairobi, ont été incorporés dans le budget national du Kenya. Le 23 mars 2011, l'IEA a publié son 10^e Budget alternatif des citoyens annuel pour 2011-2012. Cette publication a fait l'objet

d'une réunion à laquelle ont assisté 100 représentants du gouvernement, des institutions académiques, des entreprises et des communautés de donateurs, des organisations de la société civile et du grand public.

Dans le Budget alternatif des citoyens 2011-12, l'IEA présente des propositions budgétaires des secteurs professionnels et sociaux, compilés au cours des séances d'audience pré budgétaires annuelles. Les séances d'audience de cette année se sont déroulées au début du mois de février 2011 et ceux qui n'ont pas pu y participer ont envoyé leurs soumissions par écrit à l'IEA. Avant la publication du budget alternatif, un mémorandum est communiqué au Trésor kenyan pour être éventuellement incorporé dans le budget national à venir. Le Budget alternatif des citoyens a pris en compte les Perspectives budgétaires pour 2011-2012 et 2013-2014 (Budget Outlook Papers for 2011-12 and 2013-14), et d'autres lignes directrices du Trésor, et toutes les propositions ont été rassemblées et synthétisées dans divers secteurs du Cadre des dépenses à moyen terme (Medium Term Expenditure Framework, MTEF).

Le Budget alternatif des citoyens de l'IEA a examiné des facteurs tels que la reprise au Kenya après la crise financière mondiale, les effets des récentes périodes de sécheresse et la crise électorale de 2007, en y associant les effets des conditions climatiques favorables en 2009 et 2010, l'initiative pour la relance fiscale du pays en 2009 et la nouvelle Constitution du Kenya, approuvée en août 2010. Sur cette toile de fond, l'IEA a formulé plusieurs recommandations en ce qui concerne le prochain budget, y compris des appels lancés au gouvernement pour qu'il prenne les mesures suivantes:

- revoir l'impôt sur le chiffre d'affaires (impôt indirect applicable aux entreprises privées qui effectuent des activités de production ou de fabrication) en incluant les petites et moyennes entreprises et accroître la collecte de revenus;
- mettre de côté les fonds nécessaires pour mettre en œuvre la nouvelle constitution; et
- réformer les entités publiques en prévoyant un éventuel autofinancement et en les aidant à ne plus avoir besoin des transferts gouvernementaux, et fermer les entreprises publiques non essentielles.

Pour prendre connaissance du Budget alternatif des citoyens de l'IEA 2011-12, veuillez consulter le site suivant:

<http://www.ieakenya.or.ke/documents/Final%20IEA%27s%20Citizen%20Alt%20Budget%202011.pdf>.

Pour en savoir plus, veuillez contacter Irene Kinuthia à Irene@ieakenya.or.ke.

Renforcement de la responsabilisation sociale en Afrique du Sud par Jay Kruise, Centre for Social Accountability

Le Centre for Social Accountability (CSA) est un institut indépendant affilié à Rhodes University, dans la province du Cap-Oriental en Afrique du Sud. Le Programme de surveillance de la responsabilisation des services publics (Public Service Accountability Monitor, PSAM) est un programme clé du CSA qui surveille depuis 1999 la manière dont les gouvernements gèrent les ressources publiques, aux niveaux national et sous-national. Le PSAM/CSA partage ses constatations issues de sa surveillance budgétaire avec les organisations de la société civile (OSC) et les comités de surveillance législatifs du Cap-Oriental pour permettre et informer en temps opportun des interventions de plaidoyer

adéquates, afin de renforcer les processus de responsabilisation sociale dans les domaines suivants:

- planification et allocation de ressources;
- gestion des dépenses publiques;
- gestion de la performance;
- gestion de l'intégrité des processus; et
- surveillance.

Les efforts du PSAM/CSA pour renforcer la participation publique dans tous les processus des finances publiques et améliorer la réactivité de la prestation des services publics sont perceptibles dans le cadre de diverses interventions.

- Après avoir analysé le budget 2008-2009, le PSAM et le Budget and Expenditure Monitoring Forum ont recommandé au Trésor national d'accroître le budget VIH/SIDA alloué aux provinces. En 2009-2010, l'allocation VIH/SIDA attribuée aux provinces a été augmentée de 1 milliard ZAR, une partie importante ayant été envoyée au Cap-Oriental. Cette mesure a permis de compenser le manque de fonds nécessaires et d'assurer que les patients continuent à recevoir leur traitement, et a contribué à ce que le gouvernement national révise son budget 2010-2011.
- Le PSAM collabore avec les ministères gouvernementaux pour améliorer leurs programmes stratégiques annuels et inclure des analyses exactes sur les situations et les besoins des individus. Les interventions soutenues du PSAM à cet égard lui ont valu la confiance des ministères gouvernementaux qui sollicitent ses avis quant au caractère approprié de leurs projets de programmes stratégiques.
- Les plaidoyers que le PSAM mène sans relâche pour attirer l'attention du public sur les rapports d'audit ont institutionnalisé la couverture médiatique des examens annuels sur la performance gouvernementale. Le PSAM s'est également aperçu qu'un plus grand nombre d'OSC utilisaient ces résultats pour informer leurs initiatives de plaidoyer.
- La formation offerte par le biais du programme d'apprentissage régional du CSA et par le PSAM est destinée à doter d'outils une plus grande audience d'activistes de la société civile pour améliorer la prestation des services publics.

Le PSAM/CSA continuera à maintenir des relations de travail entre la société civile et les départements gouvernementaux pour promouvoir une participation efficace dans les processus clés de la gestion des ressources publiques. En complément à cette approche coopérative, le PSAM/CSA appuiera les entités de supervision parlementaires, telles que les comités chargés des portefeuilles et des comptes publics, et les agences de supervision constitutionnelles, telles que l'auditeur général. Cette double approche a pour but d'assurer que les gains obtenus grâce à la coopération avec les départements gouvernementaux sont consolidés et systématisés par les institutions de supervision.

Pour en savoir plus, veuillez contacter le PSAM à psam-admin@ru.ac.za ou consulter les sites suivants: www.psam.org.za et www.icount.org.za.

Suivi des dépenses publiques sociales en Argentine par Gisell Cogliandro, Siena Foundation

Depuis 2010, la Siena Foundation en Argentine, aidée par la Konrad Adenauer Foundation, a fourni en temps opportun des informations pertinentes aux législateurs et à la société civile

sur les pratiques de dépenses sociales, par le biais de son projet intitulé « Analyse et suivi des dépenses publiques sociales dans le budget national ». Le projet se concentre sur huit juridictions qui représentent ensemble 91% des dépenses sociales du budget national argentin; il analyse les fonds alloués aux programmes sociaux essentiels, et les critères utilisés par les gouvernements nationaux pour distribuer les fonds au niveau local au cours du processus budgétaire; et il résume la loi budgétaire nationale pour 2010, le premier semestre de l'exécution du budget, et la proposition de loi 2011 pour le budget national (voir www.fundacionsiena.org.ar). Le projet présente ces analyses dans des formats différents, y compris des présentations PowerPoint pour les législateurs et les organisations de la société civile (OSC), et des documents de synthèse à l'intention des médias, afin de permettre au public et aux autres acteurs qui assurent une supervision de:

- mieux connaître les priorités budgétaires du gouvernement national;
- surveiller la mise en œuvre des fonds alloués aux programmes sociaux au cours de l'exercice; et
- améliorer la qualité des débats budgétaires.

Les analyses du projet ont suscité une couverture médiatique importante au niveau du pays et de l'état concerné, ont informé le débat de la Chambre des députés sur la loi budgétaire 2011, et ont été référencées sur le site web de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Ces analyses sont également utilisées pour compléter le programme d'études de la licence en finances publiques à la National University de Matanza.

Les principales activités de plaidoyer du projet englobent les activités suivantes:

- travailler avec les législateurs des divers partis politiques au cours des débats sur la loi budgétaire et avec les membres de la commission budgétaire, en organisant des réunions en tête-à-tête;
- contacter les journalistes qui couvrent les sujets économiques et budgétaires pour disséminer les analyses du projet; et
- publier les constatations du projet dans des journaux spécialisés et auprès des organisations de la société civile (OSC), des centres de recherche, des organisations internationales et des agences gouvernementales locales et nationales.

En 2011, la Siena Foundation compte consolider son travail avec les législateurs de la commission budgétaire et formaliser sa collaboration avec d'autres commissions législatives axées sur la politique sociale, telles que la Commission sur la famille, l'enfance et la jeunesse. La Siena Foundation va intensifier sa collaboration avec les organisations de la société civile (OSC) pour accroître l'accès aux informations sur les dépenses sociales. Par exemple, de concert avec le forum de la société civile « Foro de Habitantes a Ciudadanos », la Fondation va préparer une proposition politique et un plan d'action pour traiter le problème de la malnutrition infantile et maternelle en Argentine, qui seront ensuite présentés aux autorités nationales.

Pour vous familiariser avec les champs d'action de la Fondation, veuillez consulter les documents suivants:

Diario La Nación, « Ajustan el gasto público social », sur le site http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=1278928.

Diario La Nación, « La transparencia del Presupuesto 2011 », sur le site http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=1314433.

Diario Clarin, « Radiografía del gasto social », sur le site http://www.ieco.clarin.com/economia/Radiografia-gasto-social_0_179700002.html.

Pour en savoir plus, veuillez contacter Gisell Cogliandro à gcogliandro@fundacionsiena.org.ar.

CitiVox: une plate-forme de communication pour accroître la participation des citoyens aux décisions publiques par Jorge Soto, CitiVox

CitiVox est une plate-forme en ligne qui combine la gestion des relations et des connaissances avec la technologie de l'externalisation à grande échelle (crowdsourcing) mobile et traditionnelle (mécanismes qui génèrent un appel ouvert lancé à un vaste groupe d'individus ou à une vaste communauté pour obtenir des informations ou des réactions), afin de générer des informations précieuses pour les secteurs publics, privés et de la société civile. En utilisant cette plate-forme, les citoyens peuvent surveiller les processus décisionnaires et y participer, et les agents de la fonction publique peuvent communiquer avec le public et recueillir des informations de sa part pour prendre des décisions stratégiques mieux informées et agir de manière plus efficace en ce qui concerne les principales questions stratégiques. CitiVox appuie les échanges d'informations et la participation du public en quatre étapes:

1. **Établissement de rapports:** les citoyens utilisent la technologie mobile, c.-à-d., les messages textuels instantanés, le courrier électronique, les applications du téléphone intelligent et les gadgets Web, ou les médias sociaux tels que Facebook et Twitter, pour recueillir et communiquer des informations en temps réel sur une variété de questions comme la sécurité publique, contribuant à terme à donner une plus grande confiance aux institutions publiques et à améliorer la sécurité publique et la responsabilisation.
2. **Gérer:** les rapports des citoyens sont reçus par les administrateurs de réseau qui envoient une confirmation et le statut à l'expéditeur en temps réel. Chaque rapport est étiqueté et assigné à un administrateur qui doit assurer un travail de supervision et de suivi.
3. **Mesurer:** CitiVox utilise une plate-forme de statistiques appelée CompStat pour compiler et analyser tous les rapports reçus. Cette plate-forme crée ensuite une analyse journalière, hebdomadaire ou mensuelle des principaux indicateurs de performance, identifiés par le client, et présente des recommandations sur les meilleures pratiques. CompStat peut créer des graphiques, des cartes localisées géographiquement sur les rapports d'incidents, et des statistiques pertinentes pour des prises de décision efficaces.
4. **Communiquer:** CitiVox publie sur un site web des informations statistiques, des cartes localisées géographiquement, connues sous le nom de « cartes thermiques », et des informations transmises en direct sur les crimes, la prestation des services publics, les débats législatifs, etc. Grâce à cette fonction, les citoyens peuvent suivre le statut de chaque rapport et déterminer s'il a été traité en temps opportun. Cette étape est essentielle pour assurer la responsabilisation.

Exemples de CitiVox en action

En octobre 2008, le gouvernement de l'État de Guerrero, au Mexique, a commencé à utiliser CitiVox comme outil de communication unidirectionnel pour fournir des informations aux citoyens. Un an plus tard, le système a évolué vers un outil de communication bidirectionnel par le biais duquel les citoyens ont pu signaler des irrégularités en matière de sécurité publique. Au début, les citoyens ont uniquement signalé des nids-de-poule ou des fuites

d'eau, mais ils ont ensuite commencé à signaler des crimes. En avril 2010, CitiVox a été adapté pour fournir des tableaux de bord en ligne et servir de système d'alerte centralisé pour l'état, améliorant ainsi le temps de réaction du gouvernement de l'état aux rapports des citoyens, en le faisant passer de 72 heures à 24 heures.

En mai 2010, 90 policiers de San Pedro Sula, au Honduras, ont utilisé CitiVox pour signaler des crimes, y compris pour indiquer des lieux et communiquer des images, en temps réel, en utilisant les systèmes de positionnement mondiaux et les appareils photo des téléphones intelligents. Dans ce cas, CitiVox s'est avéré être un mécanisme efficace pour concevoir des stratégies en matière de sécurité publique sur la base des informations recueillies par les policiers.

CitiVox peut aider les groupes budgétaires des sociétés civiles à suivre et cartographier les dépenses publiques, surveiller l'allocation des fonds publics ou se tenir au courant des débats législatifs. L'organisation de société civile mexicaine Fundar travaille actuellement avec CitiVox pour développer un site web interactif, destiné à éduquer le grand public sur le processus législatif, qui utilisera de brefs messages via Twitter. Ces messages seront des descriptions et des mises à jour sans aucun caractère technique, qui porteront sur les diverses initiatives examinées par les législateurs dans des domaines en relation avec le travail de Fundar, y compris la sécurité, les droits de l'homme, l'équité des sexes, la santé, la transparence et les budgets. Le site web permettra aux individus d'exprimer leurs avis et de voter à propos d'un certain nombre d'initiatives législatives, de s'inscrire pour recevoir des alertes par courriel, et de contacter les législateurs. À terme, Fundar souhaiterait que les législateurs utilisent le site web pour communiquer avec les individus et pour apprécier dans quelle mesure les décisions législatives rejoignent l'opinion publique. Fundar prévoit de lancer ce site web plus tard dans l'été.

La combinaison entre les rapports géoréférencés, le suivi en temps réel, et les analyses statistiques détaillées fait toute la différence entre CitiVox et les autres systèmes de collecte des données passifs. Plutôt que de se limiter à vendre un logiciel, CitiVox travaille en étroite collaboration avec ses clients, afin de fournir une stratégie qui permette de réaliser les objectifs suivants: assurer que la technologie est utilisée à fond; comprendre l'environnement politique et social dans lequel le logiciel sera déployé; et veiller à ce que les informations recueillies renforcent la relation entre les citoyens et les décideurs par le biais de la participation civile, la transparence et la responsabilisation.

Pour en savoir plus, veuillez contacter Jorge Soto à jorge.soto@citivox.com ou consulter le site: <http://www.citivox.com>.

Les lignes téléphoniques publiques améliorent les programmes de subventions en espèces dans les pays en développement par Chris Gruenberg, expert de l'équité des sexes

Un pourcentage important des budgets publics dans les pays à revenus intermédiaires comme le Brésil, l'Inde, le Mexique, le Nigeria et la Turquie sont alloués à des transferts en espèces conditionnels (Transferencias en Efectivo Condicionadas or TEC). Dans le cadre de ces programmes de réduction de la pauvreté, des subventions en espèces sont directement envoyées aux familles à faibles revenus pour qu'elles puissent investir dans la santé et l'éducation de leurs enfants (<http://www.rlc.fao.org/iniciativa/expertos/>). Les femmes sont généralement les bénéficiaires de ces subventions au nom de leurs enfants, mais elles se heurtent souvent à une discrimination des sexes de la part des agents de la fonction publique lorsqu'elles sollicitent des services en matière de santé et d'éducation. Par exemple, dans le cas du programme TEC au Mexique, connu sous le nom de

« Oportunidades » (<http://dds.cepal.org/bdptc/programa/?id=22>), entre 2006 et 2009, 8,366 cas de mauvaise conduite ont été signalés, dont 39 % étaient des cas d'abus d'autorité dans le secteur de la santé. En Argentine, 5,000 cas de harcèlement sexuel, physique et psychologique ou de violence ont été signalés entre 2002 et 2008 en relation avec la mise en œuvre du programme TEC « Jefas de Hogar ». Par exemple, les femmes ont été forcées de participer aux activités non rémunérées en dehors du champ d'application du programme, telles que la présence à des manifestations politiques ou le nettoyage de propriétés privées, en échange d'avantages dans le domaine de la santé et de l'éducation.

En réaction à cette situation, les organisations internationales et locales ont exigé que les programmes TEC améliorent leur niveau de transparence et de responsabilisation. Par la suite, les programmes TEC au Mexique et au Brésil se sont mis à offrir des lignes téléphoniques gratuites aux citoyens pour que ces derniers puissent signaler les cas de violence et de corruption de la part des agents de la fonction publique. Ces lignes dédiées sont un moyen de:

- contourner les agents de la fonction publique locaux qui constituaient le seul circuit institutionnel pour présenter une plainte et qui peuvent être impliqués dans les cas signalés; et
- préserver le niveau de confidentialité de ceux qui présentent des plaintes, particulièrement les femmes.

Les lignes téléphoniques au Brésil et au Mexique ont généré des informations précieuses sur l'administration des programmes sociaux, les types d'irrégularités et les cas de corruption, et les diverses formes de violence décentralisée à l'égard des sexes qui se produisent dans le cadre des programmes TEC. Les lignes téléphoniques gratuites sont une innovation institutionnelle qui améliore le niveau de transparence et de responsabilisation au cours de la prestation de services, lorsque les femmes interagissent avec les fonctionnaires tels que les docteurs, infirmiers, enseignants et responsables municipaux. Bien que les lignes téléphoniques donnent aux femmes l'occasion d'exprimer leurs doléances, le défi qui consiste à transformer leurs plaintes en des enquêtes impartiales et l'imposition de pénalités pour protéger pleinement leurs droits demeure entier.

Pour en savoir plus, veuillez contacter Chris Gruenberg à chris.copadi@gmail.com.

Nouveau site web de l'Initiative pour la transparence et la responsabilisation: Une collaboration de donateurs par Martin Tisné, Initiative pour la transparence et la responsabilisation

En 2010, l'Initiative pour la transparence et la responsabilisation (Transparency and Accountability Initiative, T/A Initiative) a été créée par un groupe d'investisseurs privés et gouvernementaux mondiaux, déterminés à renforcer la démocratie et le développement en donnant aux citoyens les moyens d'obliger leurs institutions gouvernantes à rendre des comptes. Elle est dirigée par un groupe divers de huit investisseurs de premier plan: [Ford Foundation](#), [Hivos](#), [International Budget Partnership](#), [Omidyar Network](#), [Open Society Foundations](#), [Revenue Watch Institute](#), [United Kingdom Department for International Development](#) et la [William and Flora Hewlett Foundation](#). Elle est coprésidée par [Open Society Foundations](#) et [DfID](#). Dans son essence, l'initiative T/A appuie les changements de politique et encourage tous ceux qui travaillent dans ce secteur à tirer les enseignements de leurs succès et échecs pour avoir un plus grand impact dans l'avenir. Nous nous appliquons principalement à identifier, à aider à mettre à l'échelle et à améliorer l'impact des interventions en matière de transparence et de responsabilisation dans trois domaines:

1. Innovations stratégiques dans des secteurs clés de la transparence et de la responsabilisation, y compris la transparence budgétaire, le changement climatique, la finance liée à l'aide des donateurs, la réforme du système financier, la gouvernance des ressources naturelles: nous explorons et mettons en avant de nouvelles idées et de nouvelles manières qui permettent au mouvement en faveur de la transparence et de la responsabilisation de créer un changement d'échelle.
2. Exploiter le potentiel des nouvelles technologies dans toute la dimension du mouvement: nous montrons comment elles sont utilisées pour améliorer les efforts de transparence et de responsabilisation dans le monde.
3. Apprendre où, quand et comment les initiatives informent des interventions efficaces: nous examinons l'impact et l'efficacité des initiatives pour la transparence et la responsabilisation au niveau mondial.

L'initiative T/A a lancé un [nouveau site web](#) pour donner aux donateurs privés et publics et aux organisations de la société civile l'opportunité de suivre ses travaux. Le site web se propose d'apporter un soutien à la communauté en faveur de la transparence et de la responsabilisation pour qu'elle remporte des gains ambitieux et concrets au cours de la prochaine décennie. Le site web accueille de nouvelles recherches sur la manière d'améliorer l'impact et l'efficacité des initiatives pour la transparence et la responsabilisation de par le monde, à travers toute une gamme de questions connexes et d'idées stratégiques.

Pour consulter le site web, utilisez l'adresse suivante : <http://www.transparency-initiative.org>.

Pour vous tenir au courant de nos travaux, inscrivez-vous à notre [RSS news feed](#) ou, pour vous enregistrer, allez sur le site suivant : <http://www.transparency-initiative.org/contact>. Pour en savoir plus, veuillez contacter Martin Tisné, Directeur de programme, Initiative pour la transparence et la responsabilisation, à martin.tisne@transparency-initiative.org.

Nouvelle édition de l'Atlas de la défense budgétaire pour l'Amérique latine par Gonzalo Serra, Latin American Security and Defense Network

En novembre 2010, le Latin American Security and Defense Network (RESDAL) a publié la quatrième édition de l'Atlas comparatif de la défense pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Il est à souhaiter que cette publication, qui est le fruit d'un projet de recherche de deux ans sur l'évolution des questions de défense en Amérique latine, renforce la transparence et la confiance entre le corps militaire et le public. L'Atlas est reconnu comme point de référence régional pour comprendre les développements qui interviennent dans le domaine de la défense, et offre des informations comparatives et pratiques sur les dépenses de défense pour l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, Cuba, la République dominicaine, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

La publication est divisée en trois sections:

1. une section informationnelle qui décrit huit variables comparatives: le cadre juridique, les budgets, les définitions politiques, les institutions, les relations hémisphériques, l'éducation, les forces armées, et la défense et la communauté nationale et internationale;
2. une section analytique comprenant des analyses sur les pays et des articles d'éminents chercheurs dans les domaines concernés;

3. deux sections spéciales, une sur Haïti et une autre consacrée aux capacités des pays des Caraïbes anglophones dans les domaines de la défense et de la sécurité.

L'Atlas présente des données qui suivent l'évolution des dépenses militaires au cours des cinq dernières années et utilise des diagrammes et des graphiques pour établir des comparaisons régionales en termes de produit intérieur brut (PIB).

Pour lire l'Atlas en anglais, consultez le site suivant: <http://www.resdal.org/atlas/atlas-libro-10-ingles.html>.

Pour lire l'Atlas en espagnol, consultez le site suivant: <http://www.resdal.org/atlas/atlas-libro-10-espanol.html>.

Le Manuel de surveillance du financement des campagnes électorales de la Lebanese Transparency Association fournit des outils aux électeurs pour garantir l'intégrité des élections par Daniel Wessler, International Budget Partnership

Le Projet de surveillance du financement des campagnes électorales du Programme de démocratisation et de responsabilisation publique de la Lebanese Transparency Association (LTA) a créé le Manuel de surveillance du financement des campagnes électorales pour permettre aux citoyens de jouer un rôle dans le cadre de la promotion d'élections transparentes et équitables au Liban. Bien que le manuel soit spécialement conçu pour refléter les réglementations du financement des campagnes électorales au Liban, la méthodologie utilisée pour recueillir les données et surveiller les dépenses des campagnes électorales de manière objective peut servir de modèle pour des programmes similaires dans les démocraties naissantes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Le manuel offre une présentation générale des lois et des réglementations électorales au Liban et décrit en des termes simples quelques-unes des infractions les plus courantes et les méthodes de prévention de la fraude et des abus avant, pendant et après les élections. Le manuel englobe un document modèle de surveillance que les citoyens peuvent utiliser pour procéder au contrôle indépendant et objectif des campagnes électorales, en utilisant une combinaison d'observations directes, d'entretiens, d'enquêtes, de couverture médiatique et d'analyse des données. En fournissant aux citoyens les moyens de renforcer l'intégrité de l'urne électorale, le manuel de la LTA combat la corruption politique en assurant des élections libres, équitables et transparentes.

Vous pouvez lire le rapport complet sur le site:

<http://www.transparency-lebanon.org/publications/cfmmanualen.pdf>.

Les parlements et le budget: cours d'apprentissage en ligne de la Banque mondiale

Le contrôle budgétaire peut représenter un défi redoutable qui confronte les législateurs lorsqu'on leur demande de réfléchir au revenu annuel de leurs gouvernements et aux propositions avancées en matière de dépenses. Dans le même temps, l'influence exercée par les corps législatifs nationaux sur la politique budgétaire diminue dans un grand nombre de pays industrialisés. De nombreux corps législatifs réévaluent leur rôle dans le processus budgétaire et se positionnent en tant qu'acteurs actifs. L'objectif de ce module de formation est de promouvoir une participation parlementaire efficace dans le processus budgétaire. Bien qu'il ait été conçu à l'intention du personnel parlementaire, il s'adresse également à tous les participants et revêt un intérêt pour les journalistes, les organisations de la société civile et les agents de la fonction publique qui travaillent aux ministères des Finances. Le cours débute le 13 juin 2011 et se termine le 8 juillet 2011.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le site suivant :

<http://wbi.worldbank.org/wbi/event/parliaments-and-budget-elearning-course>.

En souvenir de D^r Rafua Hassan Alsharki

C'est avec grande tristesse que l'International Budget Partnership (IBP) a appris le décès récent de **[Dr. Raufa Hassan Alsharki](#)**. L'IBP tient à souligner la contribution de Dr. Hassan à l'Initiative pour la transparence budgétaire en 2008 et 2010, et présente ses sincères condoléances à sa famille, ses amis et ses collègues de la Cultural Development Programs Foundation au Yémen.